

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/362/Add.2

18 octobre 2002

(02-5678)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Questions complémentaires posées par le Japon

Addendum

Par une communication de sa Mission permanente datée du 14 octobre 2002, le Japon a fait parvenir au Secrétariat le texte ci-après des questions complémentaires qu'elle a adressées à la République populaire de Chine. Ces questions font suite aux réponses de la Chine à ses questions initiales, qui ont été distribuées sous les cotes IP/C/W/374 et IP/C/W/374/Add.2.

CHINE

Les questions n° 1 à 5 et 16 à 18 procèdent des réponses données par la Chine dans le document IP/C/W/372/Add.2, daté du 19 septembre 2002, et les questions n° 6 à 15, de celles qui figurent dans le document IP/C/W/374.

A. DROIT D'AUTEUR

1. En ce qui concerne la question n° 2, veuillez expliquer qui décide en chaque cas si l'on est en présence de la "mesure justifiable" prévue à l'article 22.7 de la Loi sur le droit d'auteur, conformément au "triple critère". De plus, veuillez fournir une interprétation claire et les critères de détermination de "la mesure justifiable".

2. Sur la réponse à la question n° 3, relative à l'article 22.9 de la Loi sur le droit d'auteur, cette disposition s'applique-t-elle dans le cas d'une "exécution directe à titre gratuit d'une œuvre publiée, ne comportant ni droits d'entrée perçus auprès du public ni rémunération des exécutants", qui est organisée dans un but lucratif (dans un grand magasin, par exemple, pour attirer des consommateurs, sans leur faire payer l'exécution ni rémunérer les exécutants)? (Nous considérons que ce cas sort du champ du "triple critère".)

3. Sur la réponse à la question n° 4, relative à l'article 39.3 de la Loi sur le droit d'auteur, veuillez expliquer comment il faut procéder pour déclarer "que cette exploitation n'est pas autorisée".

4. Sur les réponses aux questions n° 5 et 6, veuillez répondre aux questions ci-après, en donnant des précisions sur la teneur du règlement:

- 1) Y a-t-il une entité gouvernementale chargée de l'arbitrage des litiges entre les organismes de radiodiffusion et les détenteurs de droits au sujet du versement de la

rémunération? Dans l'affirmative, est-ce le Conseil des affaires d'État qui joue ce rôle?

- 2) Quand le règlement visant le barème des rémunérations entrera-t-il en vigueur?
- 3) Comment les organismes de radiodiffusion assurent-ils la distribution de leur rémunération aux détenteurs de droits?

5. Sur la réponse à la question n° 12, veuillez communiquer la "recommandation" qui y est évoquée. Prière d'expliquer quelles mesures ont été prises pour donner suite à cette recommandation. (De combien la Cour suprême a-t-elle réduit le montant du dommage constituant le seuil de déclenchement d'une procédure pénale?)

B. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

6. i) Sur la réponse à la question n° 11, il est dit à l'article 5.1 du Règlement d'application de la Loi sur les marques que, pour déterminer si une marque de fabrique ou de commerce est notoirement connue, il est tenu compte, le cas échéant, de l'existence d'une opposition à l'enregistrement de la marque ou d'un recours en révision. Prière d'expliquer le rapport entre cet article 5.1 du Règlement d'application de la Loi sur les marques et l'article 16:2 de l'Accord sur les ADPIC.

ii) Veuillez donner des précisions sur le profil temporel des règles de procédure spéciales applicables à la détermination des marques notoirement connues.

iii) D'après la réponse à la question n° 9 des États-Unis, les renseignements indiqués dans la question au sujet de la liste des marques notoirement connues et du site Internet ne sont pas exacts, et l'Office des marques n'a pas de site officiel. La Chine compte-t-elle établir une liste de référence exacte des marques notoirement connues, y compris celles de sociétés étrangères?

iv) Le Japon souhaiterait en outre savoir si les prescriptions de l'article 14 de la Loi sur les marques ne valent qu'en ce qui concerne la Chine ou si elles s'appliquent aussi lorsqu'il s'agit d'autres pays.

7. Sur la réponse à la question n° 12, veuillez indiquer quelles sont les marchandises visées par l'article 6 de la Loi sur les marques et expliquer le lien entre cet article et l'article 11.2 de la Loi sur les marques (en indiquant, par exemple, si l'article 11, qui prévoit l'enregistrement des marques ayant un caractère distinctif acquis par l'usage, s'applique aux marchandises prescrites visées à l'article 6).

C. BREVETS

8. En ce qui concerne la réponse à la question n° 15, au Japon, le gouvernement ne désigne pas d'agents, et le Japon ne croit d'ailleurs pas non plus que la désignation d'agents soit la pratique internationale. Prière d'expliquer si le fait qu'en Chine les déposants étrangers sont tenus d'accomplir les formalités par l'intermédiaire d'un conseil désigné par le gouvernement chinois est ou non conforme à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC, relatif au traitement national.

9. Quant à la réponse à la question n° 16, la question posée par le Japon concerne la durée moyenne effective de la période d'attente nécessaire pour obtenir les droits, et non pas les délais. Prière de fournir quelques données statistiques ou autres renseignements, le cas échéant, montrant que la procédure d'obtention d'un droit de brevet est d'une durée raisonnable en Chine.

D. RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

10. Sur la réponse à la question n° 22, veuillez confirmer que la définition des renseignements non divulgués (secrets "commerciaux") énoncée à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC et les définitions de l'article 10 de la Loi contre la concurrence déloyale peuvent être considérées comme semblables. De plus, le Japon souhaiterait vivement obtenir des données statistiques ou autres renseignements sur les cas de violation des secrets commerciaux protégés.

E. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

11. À propos de la réponse à la question n° 24, veuillez indiquer qui supporte les coûts de la confiscation et de la destruction (y compris le stockage) des marchandises revêtues d'une marque contrefaite auxquelles procèdent les services répressifs, y compris les douanes.

12. Au sujet de la réponse à la question n° 25, prière de fournir des renseignements sur la recommandation qui doit être adressée aux autorités judiciaires quant au seuil de déclenchement de la procédure pénale (suivant l'engagement de la Chine relatif aux ADPIC (WT/L/432), précisé au paragraphe 304 du document WT/ACC/CHN/49) et des détails sur l'état d'avancement de cette recommandation.

13. Sur la réponse à la question n° 28 ii), concernant l'article 56 de la Loi sur les marques et l'article 48 de la Loi sur le droit d'auteur, veuillez expliquer pourquoi la Chine fixe un plafond d'indemnisation (500 000 RMB) et comment ce montant peut se justifier au regard des articles 41:1 et 45 de l'Accord sur les ADPIC.

14. Quant à la réponse à la question n° 30 i), veuillez expliquer en détail les activités menées par les autorités chinoises contre les protections locales ou régionales et leurs prolongements.

H. AUTRES

15. En ce qui concerne la réponse à la question n° 58, le Japon considère que, si l'on envisage le Règlement relatif au contrôle des importations et exportations de technologies sous le rapport de la discrimination entre donneurs de licence étrangers et chinois dans les moyens de faire respecter les DPI, ce règlement n'est pas compatible avec l'article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC. Prière de confirmer que la restriction à l'encontre du donneur de licence étranger imposée par ce règlement, notamment à l'article 24, est bien la même que celle qui est applicable au donneur de licence chinois en vertu du Code civil.

(Les questions n° 16 à 18 procèdent des réponses de la Chine, datées du 19 septembre 2002, qui figurent dans le document IP/C/W/374/Add.2.)

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

16. En ce qui concerne la réponse à la question n° 13, l'Administration nationale du droit d'auteur exige de la personne qui se plaint d'une atteinte à son droit qu'elle produise des éléments de preuve établissant le lieu d'implantation des usines qui ont fabriqué les marchandises pirates et le montant du dommage subi aux fins de l'application de la sanction administrative prescrite à l'article 47. (Si ces éléments de preuve ne sont pas produits, l'Administration du droit d'auteur n'appliquera jamais de sanction administrative.) Prière d'expliquer ce qui fait que l'imposition au détenteur de droit d'une charge aussi lourde est compatible avec l'article 41:2 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel "[l]es procédures destinées à faire respecter les droits de propriété intellectuelle ... ne seront pas inutilement complexes ou coûteuses". (C'est en effet imposer aux détenteurs de droits une charge trop lourde, semble-t-il, que de les obliger à établir le lieu d'implantation des usines et le montant du

dommage qu'ils ont subi pour que l'Administration nationale du droit d'auteur ordonne la cessation de l'infraction, confisque les recettes illicites, confisque ou détruit les exemplaires contrefaits et inflige une amende, même si l'on tient compte de l'article 11.4 de la Loi sur le droit d'auteur.)

17. Sur la réponse à la question n° 14, la question initiale du Japon avait pour but de faire préciser "pourquoi" l'article 217 du Code pénal est compatible avec l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC. L'avis du 17 décembre 1998 de la Cour suprême limite à l'extrême le champ de la définition de l'atteinte au droit d'auteur. Du fait de cet avis, quand bien même il y aurait piratage délibéré à une échelle commerciale, il est presque impossible d'appliquer des sanctions pénales. Veuillez expliquer ce qui fait que les situations de ce genre sont compatibles avec l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes duquel "les Membres prévoient des procédures pénales et des peines applicables au moins pour les actes délibérés ... de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale".

18. Quant à la réponse à la question n° 15, relative à l'article 47 de la Loi sur le droit d'auteur, quel est le type d'actes considérés comme tombant sous le coup d'une sanction administrative ou pénale? Prière d'expliquer les articles pertinents du Code pénal et leur interprétation jurisprudentielle en donnant deux ou trois exemples.
